



SADEC AKELYS
AUDIT, EXPERTISE COMPTABLE ET CONSEIL

SADEC LYON

5 rue Gorge de Loup

69009 LYON

Tel +33 (0)4 72 85 60 60

Mail accueil.lyon@sadec-akelys.fr

www.sadec-akelys.fr

**ASSOCIATION DE GESTION DU
GROUPE ROBIN**

Impasse de l'Eglise

69560 SAINTE COLOMBE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2024

Nos cabinets : Bourgoin-Jallieu • Cergy-Pontoise • Châlons-en-Champagne • Dijon • Lille • Lyon • Nancy • Nogent-sur-Seine • Paris
Romilly-sur-Seine • Saint-Dié • Saint-Dizier • Saint-Genis-Laval • Sens • Strasbourg • Troyes • Vienne • Vitry-le-François

Société SADEC - Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de la Région de Paris - Ile de France
Société de Commissaires aux comptes, membre de la Compagnie Régionale de Paris

Siège social - 19 avenue de Messine - 75008 Paris - Tél. +33 (0)1 53 53 58 00

Siège administratif - 6 rue du Général Sarraïl - 10000 Troyes - Tél. +33 (0)3 25 80 66 80

SELAS au capital de 4 000 000 euros - RCS Paris 351 461 694 - SIRET 351 461 694 00439 - APE 6920 Z - N° TVA intracommunautaire : FR41351461694

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2024

Aux membres de l'Assemblée Générale,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association de gestion du GROUPE ROBIN relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifiés que les modalités retenues pour l'élaboration des comptes décrites dans l'annexe, font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement ANC n°2018-06 et ont été correctement appliquées.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

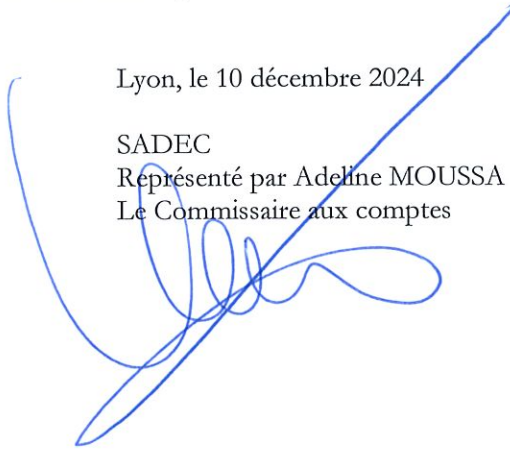
Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

En raison de l'obtention tardive de certaines informations, nous n'avons pas été en mesure d'établir le présent rapport dans le délai statutaire de 15 jours avant l'assemblée générale.

Lyon, le 10 décembre 2024

SADEC
Représenté par Adeline MOUSSA
Le Commissaire aux comptes



Annexe

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

COMPTES ANNUELS AU 31 AOÛT 2024

ACTIF			Exercice N (selon ANC 2018-06)			Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
			Brut	Amortissement et dépréciations	Net	Net
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
	Frais d'établissement		-	-	-	-
	Frais de recherche et développement		-	-	-	-
	Donations temporaires d'usufruit		-	-	-	-
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires		28 530	24 020	4 510	13 833
	Autres immobilisations incorporelles		3 235	3 235	-	-
	Immobilisation incorporelles en cours		-	-	-	-
	Avances et acomptes		-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		31 765	27 255	4 510	13 833
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
	Terrains		-	-	-	-
	Constructions		25 515 390	16 675 073	8 840 317	9 726 070
	Installations techniques, matériel et outillage		4 015 963	3 435 492	580 471	776 813
	Autres immobilisations corporelles		8 451 223	6 255 527	2 195 696	2 257 672
	Immobilisations corporelles en cours		492 689	-	492 689	118 684
	Avances et acomptes		5 357	-	5 357	12 000
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés		-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		38 480 622	26 366 092	12 114 530	12 891 240
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
	Participations et créances rattachées		87 658	-	87 658	87 658
	Autres titres immobilisés		-	-	-	-
	Prêts		144 938	-	144 938	140 549
	Autres		4 102	-	4 102	4 102
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES		236 698	-	236 698	232 308
	Total I		38 749 085	26 393 347	12 355 738	13 137 381
A C T I F C I R C U L A N T	STOCKS ET EN-COURS		13 409	-	13 409	14 675
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES		3 211	-	3 211	5 100
	CREANCES					
	Créances clients, usagers et comptes rattachés		38 910	30 290	8 620	8 127
	Créances reçues par legs ou donations		-	-	-	-
	Autres		676 029	-	676 029	495 302
	TOTAL CREANCES		714 939	30 290	684 648	503 429
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT		-	-	-	-
	DISPONIBILITES		4 977 270	-	4 977 270	4 211 622
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		141 237	-	141 237	128 090
	Total II		5 850 065	30 290	5 819 775	4 862 916
	FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (III)		-	-	-	-
	PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)		-	-	-	-
	ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		-	-	-	-
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		44 599 150	26 423 637	18 175 512	18 000 297

PASSIF		Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
FONDS PROPRES	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires	36 932	36 932
	Fonds propres complémentaires	75 107	75 107
	TOTAL FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	112 039	112 039
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires	-	-
	Fonds propres complémentaires	271 191	271 191
	TOTAL FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	271 191	271 191
	ECARTS DE REEVALUATION	-	-
	RESERVES		
	Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
	Réserves pour projet de l'entité	-	-
	Autres réserves	1 347 064	1 347 064
	TOTAL RESERVES	1 347 064	1 347 064
	REPORT A NOUVEAU	9 415 267	8 638 467
	EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	1 047 258	776 800
	Situation nette (sous total)	12 192 819	11 145 561
	FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES	-	-
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	1 813 471	1 973 651
	PROVISIONS REGLEMENTEES	-	-
	TOTAL FONDS PROPRES Total I	14 006 290	13 119 212
FONDS REPORTES	FONDS REPORTES ET DEDIES		
	Fonds reportés liés au legs et donations	-	-
	Fonds dédiés	-	-
	TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES Total II	-	-
PROVISIONS	PROVISIONS		
	Provisions pour risques	27 161	7 661
	Provisions pour charges	313 040	311 093
	TOTAL PROVISIONS Total III	340 201	318 754
DETTES	DETTES FINANCIERES		
	Emprunt obligataires et assimilés (titres associatifs)	-	-
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 181 759	2 847 689
	Emprunts et dettes financières diverses	12 595	12 595
	TOTAL DETTES FINANCIERES	2 194 354	2 860 285
	AVANCES ET ACOMPTES RECUS	597 100	609 103
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	311 680	194 940
	Dettes des legs ou donations	-	-
	Dettes fiscales et sociales	187 343	257 966
	TOTAL DETTES EXPLOITATION	499 023	452 906
	AUTRES DETTES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	192 749	229 103
	Autres dettes	334 501	386 851
	TOTAL AUTRES DETTES	527 250	615 953
	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	11 295	24 084
	Total IV	3 829 022	4 562 331
ECARTS DE CONVERSION PASSIF (V)			
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		18 175 512	18 000 297

COMPTE DE RESULTAT - 2023/2024		Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Ventes de biens et services			
Ventes de biens		153 364	128 752
Ventes de prestations de service		6 154 423	4 812 256
Produits de tiers financeurs			
Concours publics et subventions d'exploitation		3 814 537	3 631 615
Ressources liées à la générosité du public		260	13 660
Contribution financières		250	996 241
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		74 748	88 399
Utilisation des fonds dédiés		-	3 590
Autres produits		30 684	11 881
TOTAL I		10 228 266	9 686 394
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises		157 434	181 209
Variation de stocks		1 265	7 078
Autres achats et charges externes		4 063 144	3 980 509
Aides financières		22 237	2 790
Impôts, taxes et versements assimilés		301 881	299 256
Salaires et traitements		2 218 103	2 163 642
Charges sociales		920 317	890 058
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		1 881 868	1 810 895
Dotations aux provisions		58 465	92 717
Repors en fonds dédiés		-	-
Autres charges		77 096	75 845
TOTAL II		9 701 810	9 489 843
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		526 456	196 552
PRODUITS FINANCIERS			
Autres intérêts et produits assimilés		53 725	5 785
TOTAL III		53 725	5 785
CHARGES FINANCIERES			
Intérêts et charges assimilées		25 537	34 076
TOTAL IV		25 537	34 076
RESULTAT FINANCIER (III-IV)		28 188	-
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV)		554 644	168 261
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion		88 075	83 544
Sur opérations en capital		419 791	530 732
TOTAL V		507 867	614 276
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion		15 253	5 737
TOTAL VI		15 253	5 737
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		492 614	608 539
Participation des salariés aux résultats	TOTAL VII		
Impôt sur les sociétés des personnes morales non lucratives	TOTAL VIII		
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)		10 789 857	10 306 455
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)		9 742 600	9 529 656
EXCEDENT OU DEFICIT		1 047 258	776 800
Contributions volontaires en nature			
Prestations en nature		1 792 749	1 726 034
TOTAL		1 792 749	1 726 034
Charges de contributions volontaires en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		1 792 749	1 726 034
TOTAL		1 792 749	1 726 034

SOMMAIRE DE L'ANNEXE AUX COMPTES DE L'ASSOCIATION DE GESTION

1 – INFORMATIONS GENERALES	11
1) Identification de l'Association.....	11
2) Faits marquants de l'exercice	11
3) Évènements postérieurs à la clôture	11
2- PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	12
1) Durée et date de l'exercice comptable.....	12
2) Référentiel comptable	12
3) Dérogations aux principes et méthodes comptables	12
4) Changements comptables	12
3 – NOTES SUR LE BILAN	13
1) Immobilisations incorporelles et corporelles	13
2) Dépréciations d'éléments d'actif.....	14
3) Échéance des créances et dettes.....	14
4) Fonds propres	14
5) Subventions d'investissement	14
6) Provisions.....	15
4 – NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT.....	16
1) Information sur les concours publics et les subventions.....	16
2) Information sectorielle (ventilation du chiffre d'affaires par activité).....	16
3) Effectif employé pendant l'exercice	16
4) Rémunération des dirigeants.....	17
5) Honoraires du commissaire aux comptes.....	17
6) Rattachement des charges et des produits à l'exercice	17
7) Charges et produits exceptionnels	18
5 – AUTRES INFORMATIONS	19
1) Engagements financiers donnés et reçus	19
2) Contributions volontaires en nature.....	19

TABLEAUX.....	20
1) Tableau des mouvements des immobilisations (tableau I)	20
2) Tableau des mouvements des amortissements (tableau II).....	20
3) Tableau des mouvements des dépréciations d'éléments d'actif (tableau III).....	21
4) État des échéances des créances et des dettes et sûretés réelles consenties (tableau IV)	21
5) Tableau des mouvements des fonds propres (tableau VI)	22
6) Tableau des subventions d'investissement (tableau VII)	22
7) Tableau des mouvements des provisions (tableau VIII)	22
8) Tableau des concours publics et subventions (tableau XI).....	23

1 – INFORMATIONS GENERALES

1) Identification de l'Association

ASSOCIATION DE GESTION DU GROUPE ROBIN

Impasse de l'Église

69560 SAINTE COLOMBE

Association loi 1901 créée en 1951, qui a pour activité principale l'enseignement.

Elle gère plusieurs établissements scolaires privés sous contrat avec l'État, et une Unité de formation par Apprentissage.

- École Robin – place St Pierre 38200 VIENNE
- École St Louis – 39 rue Juiverie 38200 VIENNE
- Collège – Impasse de l'Église 69560 STE COLOMBE
- Lycée polyvalent – Impasse de l'Église 69560 STE COLOMBE
- Enseignement supérieur – 1 cours Brillier 38200 VIENNE
- Lycée Hôtelier – Château de Bellerive 1 quai Frédéric Mistral 38200 VIENNE
- Unité de formation par apprentissage – 1 cours Brillier 38200 VIENNE

2) Faits marquants de l'exercice

Néant

3) Événements postérieurs à la clôture

Néant

2- PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1) *Durée et date de l'exercice comptable*

L'exercice clos a une durée de 12 mois comme l'exercice précédent, recouvrant la période du **1 septembre 2023 au 31 août 2024**.

Le résultat net comptable est excédentaire de 1 047 258 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

2) *Référentiel comptable*

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 août 2024 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (Règlement ANC n°2022-01 du 11 mars 2022 modifiant le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et le règlement ANC n°2022-02 du mars 2022 modifiant le règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'État par contrat (édition 2023) définie et publié par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

3) *Dérogations aux principes et méthodes comptables*

Néant

4) *Changements comptables*

Suite à la mise à jour de la nomenclature de la FNOGEC édition 2023, les produits des apprentis sont passés du compte 75511 à 7062. Impliquant une modification de présentation du compte de résultat.

3 – NOTES SUR LE BILAN

1) Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Précisions : les frais accessoires sont les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (cf. TABLEAU I).

Les amortissements pour dépréciation ont été pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.

Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

TAUX D'AMORTISSEMENT HABITUELLEMENT PRATIQUES

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement	Taux d'amortissement linéaire correspondant
Structure (gros œuvre)	25 à 50 ans	2 à 4 %
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans	5 à 6,66 %
Installations générales et techniques	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Équipement de restauration	8 à 12 ans	8,33 à 12,5 %
Matériel et mobilier de bureau	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier scolaire	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier cantine et hébergement	5 à 10 ans	10 à 20 %
Matériel et équipements pédagogiques	3 à 10 ans	10 à 33,33 %
Matériel de transport	3 à 5 ans	20 à 33,33 %
Matériel informatique	2 à 5 ans	20 à 50 %
Matériel de reprographie	2 à 5 ans	20 à 50 %
Logiciels	2 à 3 ans	33,33 à 50 %

Un tableau des mouvements des amortissements est joint (cf. TABLEAU II).

2) Dépréciations d'éléments d'actif

Un tableau des mouvements des dépréciations est joint (cf. TABLEAU III).

La méthode utilisée pour les dépréciations des créances usagers (familles) se calcule ainsi :

- Familles parties 100 %
- Familles au service contentieux 100 %
- Familles encore présentes 50 %

3) Échéance des créances et dettes

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (cf. TABLEAU IV).

À noter : les créances sont ventilées en 2 catégories (≤ 1 an et > 1 an) tandis que les dettes sont ventilées en 3 catégories (≤ 1 an ; > 1 an et ≤ 5 ans ; > 5 ans) en application du PCG (art. 833-9 pour l'état des échéances des créances et art. 833-13 pour les dettes).

4) Fonds propres

Un tableau des mouvements des fonds propres est joint (cf. TABLEAU VI).

5) Subventions d'investissement

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Les tableaux de suivi des subventions d'investissement sont joints (TABLEAUX VII). Ils comprennent :

- Un tableau de variation des subventions d'investissement au cours de l'exercice (montant nominal et quote-part virée au résultat) ;
- Un tableau de détail des subventions d'investissement, permettant un suivi par projet et par financeur.

6) Provisions

Un tableau des mouvements des provisions est joint (cf. TABLEAU VIII).

Précisions sur les engagements de retraite :

Recommandation ANC n°2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite :

« Par exception, les entreprises ou les groupes de moins de 250 salariés peuvent définir leurs propres modalités d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires (modalités qualifiées de modalités simplifiées) ».

Hypothèses retenues pour le calcul de l'engagement de retraite :

- Prise en compte des salaires réels sur l'année comptable étudiée
- Age de départ en retraite 63 ans (réforme du 1^{er} septembre 2023)
- Dette établie en fonction des années déjà acquises
- Modalité de départ en retraite : à l'initiative du salarié
- Taux de part patronale estimé à 45 %

Convention Collective utilisée

CCN Enseignement privé : salariés des établissements privés (version Février 2023)

Ancienneté	Indemnité
> 5 ans	0,50 mois de salaire
≥ 5 ans et < 10 ans	1 mois de salaire
≥ 10 ans et < 15 ans	1,50 mois de salaire
≥ 15 ans et < 20 ans	2 mois de salaire
≥ 20 ans et < 25 ans	2,50 mois de salaire
≥ 25 ans et < 30 ans	3 mois de salaire
≥ 30 ans et < 35 ans	3,5 mois de salaire
≥ 35 ans	4 mois de salaire

7) Fonds dédiés

Un tableau de détail des fonds dédiés est joint (TABLEAU IX).

La partie des ressources (dons, subventions, etc.) dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pas pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produits au cours des exercices suivants dans le compte « Utilisations de fonds dédiés » au fur et à mesure de la réalisation du projet défini.

4 – NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1) Information sur les concours publics et les subventions

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint (TABLEAU XI).

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73.

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

La mise en œuvre de cette nouvelle notion a entraîné la reclassification en « concours publics » d'une partie des produits antérieurement classés dans d'autres rubriques, notamment les forfaits d'externat. Le tableau ci-dessous présente les principaux reclassements de produits en « concours publics » :

Nature de produits	Classement comptable depuis 2022/2023	Classement comptable 2019/2020
Forfaits d'externat	Concours publics	Ventes de prestations de services
Financement des formations par apprentissage	Concours publics (OPCO)	Subventions (régions)
Taxe d'apprentissage	Subventions (solde 13%)	Subventions (quota & hors quota)
Aides à l'emploi	Concours publics	Autres produits

2) Information sectorielle (ventilation du chiffre d'affaires par activité)

La ventilation du chiffre d'affaires par activité n'est pas mentionnée dans la mesure où il concerne essentiellement de la formation initiale. Il est noté toutefois que l'Unité de Formation en apprentissage représente 9 % du chiffre d'affaires dont 3 % en hors contrat.

3) Effectif employé pendant l'exercice

Moyenne arithmétique des effectifs au 31/08/2024.

Effectif	Hommes	Femmes
Cadres	14,41	19,96
Agents de maîtrise	1	6,83
Employés	12,83	31,14
Total	28,24	57,93

4) Rémunération des dirigeants

Aux termes de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 (loi relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif), les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 € et recevant une ou plusieurs subventions de l'État ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 € doivent publier chaque année dans le compte financier (c'est-à-dire l'annexe selon la réponse ministérielle du 28 février 2008) les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Cette information ne concerne qu'un seul dirigeant, elle n'est donc pas fournie car cela conduirait à mentionner des éléments de rémunération individuels.

Les administrateurs OGEC s'engagent à exercer leur activité de façon bénévole.

5) Honoraires du commissaire aux comptes

Honoraires afférant à la certification des comptes : 7 746 €

6) Rattachement des charges et des produits à l'exercice

Seuls les montants significatifs sont mentionnés.

Charges constatées d'avance

- | | |
|--------------------------------------|----------|
| • Activités et voyages pédagogiques | 48 682 € |
| • Achats et fournitures pédagogiques | 41 681 € |
| • Entretien et maintenance | 50 873 € |

Produits constatés d'avance

- | | |
|------------------------|---------|
| • Voyage à Grèce Lycée | 9 400 € |
|------------------------|---------|

Charges à payer

- | | |
|---------------------------------------|----------|
| • 8/12° des taxes foncières | 50 712 € |
| • Honoraires commissaires aux comptes | 8 000 € |
| • Comité Social et Économique | 43 670 € |
| • Redevance apprentis | 19 200 € |
| • Consommation eau/gaz/électricité | 15 354 € |
| • Provision huissier impayé familles | 7 024 € |

Produits à recevoir

- AKTEAP Financement des apprentis 272 987 €

7) Charges et produits exceptionnels

Seuls les montants significatifs sont mentionnés.

Produits exceptionnels

- Remboursement sinistres 27 841 €
- Aide Etat pour énergie 31 303 €
- Régularisations diverses sur exercice précédent 17 500 €
- Régularisation forfait externat 10 965 €

Charges exceptionnelles

- Dégâts des eaux lycée 3 303 €
- Dons 150 €
- Régularisations sur exercice précédent 11 731 €

5 – AUTRES INFORMATIONS

1) Engagements financiers donnés et reçus

Caution de l'Association immobilière pour montant restant de 2 181 758 €.

2) Contributions volontaires en nature

L'équivalent loyer

L'équivalent loyer correspond au coût économique de mise à disposition des locaux. Il a été évalué en appliquant un taux de 3,5 % à leur valeur de reconstruction à neuf, estimée à 1 697 €, en appliquant un coût moyen de construction de 66,05 € / m² à une surface de 21 586 m², ce coût moyen est revalorisé chaque année sur l'indice du coût de la construction du 2^{ème} trimestre, à ce jour ce coût s'élève à 85,72 € / m² pour une surface de 23 235 m². Le taux de 3,5 % couvre essentiellement les amortissements, les provisions pour gros entretien et le coût des emprunts.

En application de la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'État par contrat (édition 2020), un équivalent loyer a été comptabilisé dans les comptes au 31 août N pour un montant de 1 792 749 € dans les comptes spéciaux (8611) par la contrepartie d'une prestation gratuite du propriétaire (8711).

TABLEAUX

1) Tableau des mouvements des immobilisations (tableau I)

IMMOBILISATIONS			Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations (acquisitions et apports)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Virements poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement						-
	Frais de recherche et développement						-
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires		28 530				28 530
	Autres immobilisations incorporelles		3 235				3 235
	Immobilisations incorporelles en cours		-				-
	Avances et acomptes		-				-
		TOTAL I	31 765	-	-	-	31 765
CORPORELLES	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)						
	Constructions	Sur sol propre					
		Sur sol d'autrui	25 369 293	115 816		30 281	25 515 390
	Installations techniques, matériel et outillage		3 828 504	163 867		23 592	4 015 963
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements	6 593 048	248 020		1 920	6 842 989
		Matériel de transport	152 447				152 447
		Matériel de bureau et informatique	83 544	10 497		5 094	99 135
		Mobilier	1 257 557	71 758		27 338	1 356 653
	Immobilisations corporelles en cours		118 685	462 229		88 224	492 690
	Avances et acomptes sur immobilisations		12 000	5 357	12 000		5 357
		TOTAL II	37 415 078	1 077 545	12 000	-	38 480 622
PRÊT A USAGE	Immobilisations grevées de droit	TOTAL III	-	-	-	-	-
FINANCIERES	Participations et créances rattachées		-				-
	Autres titres immobilisés		87 658				87 658
	Prêts		140 549	9 351	4 961		144 939
	Autres immobilisations financières		4 102				4 102
		TOTAL IV	232 308	9 351	4 961	-	236 698
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)			37 679 151	1 086 896	16 961	-	38 749 085

2) Tableau des mouvements des amortissements (tableau II)

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES			Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Virements poste à poste	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice
INCORPORELLES	Autres immobilisations incorporelles		17 932	9 323			27 255
		TOTAL I	17 932	9 323	-	-	27 255
CORPORELLES	Constructions	Sur sol propre					
		Sur sol d'autrui	15 643 223	1 031 850			16 675 073
	Installations techniques, matériel et outillage		3 051 691	383 801			3 435 492
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements	4 784 966	269 195			5 054 161
		Matériel de transport	38 527	19 822			58 349
		Matériel de bureau et informatique	67 295	8 273			75 568
		Mobilier	938 136	129 314			1 067 450
		TOTAL II	24 523 838	1 842 254	-	-	26 366 092
TOTAL GENERAL (I + II)			24 541 770	1 851 578	-	-	26 393 347

3) Tableau des mouvements des dépréciations d'éléments d'actif (tableau III)

OBJET DES DEPRECIATIONS			Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
DEPRECIATIONS	Créances clients et usagers (familles, élèves)		37 729	30 290	37 729	30 290
	Autres créances		-	-	-	-
	TOTAL		37 729	30 290	37 729	30 290
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation			30 290	37 729	
	financières					
	exceptionnelles					

4) État des échéances des créances et des dettes et sûretés réelles consenties (tableau IV)

CREANCES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE	
		≤ 1 an	> 1 an
Prêts	144 938	5 087	139 852
Autres créances	4 102	3 802	300
Sous-total créances de l'actif immobilisé	149 040	8 888	140 152
Créances clients, usagers et comptes rattachés	38 910	13 844	25 066
Créances sociales et fiscales			-
Autres créances (à détailler si besoin)	676 029	676 029	-
Sous-total créances de l'actif circulant	714 939	689 872	25 066
TOTAL CREANCES	863 979	698 761	165 218

DETTES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE			Montant des SÛRETÉS RÉELLES consenties (en €)
		≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 181 759	646 174	1 535 585	0	
Emprunts et dettes financières divers	12 595	-	-	12 595	
Sous-total dettes financières	2 194 354	646 174	1 535 585	12 595	
Dettes fournisseurs	311 680	311 680	-	-	
Dettes fiscales et sociales	187 343	187 343	-	-	
Dettes sur immobilisations	192 749	192 749	-	-	
Autres dettes	334 501	173 331	-	161 170	
Sous-total autres dettes	1 026 272	865 102	-	161 170	
TOTAL DETTES	3 220 627	1 511 276	1 535 585	173 765	

5) Tableau des mouvements des fonds propres (tableau VI)

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant avec règlement ANC 2018-06	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	Montant à la clôture de l'exercice
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE					
Fonds propres statutaires	36 932				36 932
Fonds propres complémentaires	75 107				75 107
FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE					
Fonds propres complémentaires	271 191				271 191
RESERVES					
Réserves pour projet de l'entité	1 347 064				1 347 064
REPORT A NOUVEAU	8 638 467	776 800			9 415 267
RESULTAT DE L'EXERCICE	776 800	- 776 800	1 047 258		1 047 258
Situation nette (sous total)	11 145 561	-	1 047 258	-	12 192 819
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	1 973 651		259 611	419 791	1 813 471
TOTAL FONDS PROPRES	13 119 212	-	1 306 869	419 791	14 006 290

6) Tableau des subventions d'investissement (tableau VII)

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
		Augmentations	Diminutions	
Montant nominal	7 654 240	259 611	218 140	7 695 710
Quotes-parts virées au résultat	5 680 588	419 791	218 140	5 882 239
Montant net figurant au passif du bilan	1 973 651			1 813 471

7) Tableau des mouvements des provisions (tableau VIII)

OBJET DES PROVISIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
PROVISIONS	Risques	7 661	19 500		27 161
	Pensions et obligations similaires	311 093	38 965	37 019	313 040
	Gros entretien				
	Autres provisions pour charges				
	TOTAL	318 754	58 465	37 019	340 201
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation		58 465	37 019	
	financières				
	exceptionnelles				

8) Tableau des mouvements des fonds dédiés (tableau IX)

FONDS DEDIES	Montant Initial	Fonds à utiliser à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : reports	Diminutions : utilisations en cours d'exercice	Transferts	Fonds restant à utiliser à la clôture de l'exercice
Subvention d'exploitation	-					-
Projet 1						
Projet 2						
...						
Contribution financières d'autres organismes	-					-
Projet 3						
Projet 4						
...						
Ressources liées à la générosité du public						-
Projet CD Ecole Robin		-				-
Projet Manifestation 150 ans		-				-
...						
TOTAL	-	-	-	-	-	-

9) Tableau des concours publics et subventions (tableau XI)

Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N-1
Aides à l'emploi	3 000	8 505
Aides au développement des compétences	-	-
Financement des formations par apprentissage	-	-
Forfaits d'externat		
dont forfait Etat	1 366 292	1 342 040
dont forfait Région	1 327 218	1 274 490
dont forfait Département	719 863	636 590
dont forfait Communes et groupements de communes	283 324	289 023
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue	-	-
Sous-total concours publics	3 699 698	3 550 647
Subventions État	4 572	1 059
Subventions Région	14 019	16 378
Subventions Département	3 784	1 146
Subventions Communes et groupements de communes	-	-
Autres subventions d'exploitation		
dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus +...)	92 464	62 385
Sous-total subventions d'exploitation	114 839	80 968
Total concours publics et subventions d'exploitation	3 814 537	3 631 615